

## L'appui du Canada a la gestion durable des forêts et REDD+ dans le bassin du Congo

~~Le gouvernement du Canada appuie les mesures internationales qui renforcent la capacité des pays vulnérables face aux répercussions des changements climatiques. Conformément à l'Accord de Copenhague, en collaboration avec d'autres pays industrialisés, on assurera le financement pour aider les économies en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter aux changements climatiques.~~ En vertu de l'[Accord de Copenhague](#), les pays développés se sont engagés à offrir un financement accéléré de près de 30 milliards de dollars américains pour la période de 2010-2012, afin d'appuyer les mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation dans les pays en développement.

Le Canada a augmenté de manière significative son soutien relatif à la lutte contre les changements climatiques, afin d'accélérer les progrès à l'échelle mondiale et les mesures efficaces de tous les pays. Dans l'ensemble, son engagement est d'offrir un financement nouveau et supplémentaire pour la lutte contre les changements climatiques de 1,2 milliard de dollars pour les exercices 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Pendant les deux premières années de la période d'engagement, le Canada a versé 794 millions de dollars aux partenaires d'exécution.

Le soutien du Canada est principalement axé sur trois domaines généraux : l'adaptation des pays les plus pauvres et les plus vulnérables, l'énergie propre, ainsi que les forêts et l'agriculture.

En ce qui concerne l'appui aux forêts sous financement accéléré, et par l'entremise de son financement accéléré, le Canada collabore avec ses partenaires internationaux pour aborder le problème de la déforestation et de la dégradation des forêts, et propose une aide financière aux pays les moins développés.

**Au niveau mondial**, le Canada a apporté un soutien pour les activités suivantes liées à la foresterie et à la REDD +:

- Une contribution de **40 millions** de dollars en financement accéléré au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) – Fonds de préparation, de la Banque mondiale, afin d'appuyer les pays participant à REDD+ pour qu'ils renforcent leur capacité nationale à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts. Depuis 2008 l' aide technique et financière offerte à 35 des 37 pays ayant signé des accords de participation avec le FCPF a permis la préparation de leur Readiness Plan Idea |Notes (R-PINS). ~~Le comité des participants au FPCF, auquel le Canada participe, a examiné et approuvé un total de 19 plans de préparation. De ce nombre, trois en sont à l'étape des accords de subvention dont la valeur de chacun varie entre 3,4 et 3,6 millions de dollars.~~ Le Canada est présentement le principal contributeur à ce Fonds.
- Une contribution de **5 millions** de dollars en financement accéléré au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) – Fonds carbone. Ce Fonds servira à piloter des systèmes d'incitation sur la base des résultats à environ cinq pays qui ont fait des progrès significatifs dans leur efforts de préparation REDD +.

- Une contribution de 4,5 millions de dollars en financement accéléré au Fonds Biocarbone de la Banque mondiale, une initiative public / privé, pour soutenir des projets de démonstration qui séquestrent ou conservent le carbone dans les forêts et les agro-écosystèmes.
- Une contribution 238,4 millions de dollars sur quatre ans (2010-2014) pour soutenir la cinquième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le plus grand fonds du monde pour l'environnement. Cela représente une augmentation de 50% de la contribution du Canada au cours des quatre dernières années, et 55,5 millions de dollars de ce montant provient du financement accéléré. Historiquement, environ 17% des financements du FEM ont servi à soutenir des initiatives liées à la gestion durable des forêts / REDD +. Le Canada demeure le plus grand contributeur au FEM.
- Les scientifiques canadiens ont fourni un soutien en nature dans une gamme d'activités (y compris le GIEC et GOFC-GOLD) qui prennent en charge les progrès techniques dans la mesure et la surveillance des émissions et absorptions de GES associées aux efforts de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et à augmenter les stocks de carbone forestier.

**Tout en étant sensible aux souhaits exprimés par les participants pour que les bailleurs de fonds s'en tiennent exclusivement aux financements nouveaux et supplémentaires dédiés à REDD+ , nous estimons que divers aspects de gouvernance sont incontournables pour que les pays atteignent leurs objectifs de réduction de la déforestation et de la dégradation et améliorent la gestion durable des forêts .Cette question est d'ailleurs bien développé dans un documen trécent du CIRAD (Options de financement pour appuyer la mise en oeuvre de REED +). Raison donc pour laquelle nous jugeons utile de compléter notre présentation en fournissant quelques informations additionnelles sur nos appuis à la gestion durable des forêts en Afrique centrale.**

**Dans le bassin du Congo**, le Canada apporte son soutien aux initiatives suivantes:

- Le Canada s'est engagé à verser une contribution de **20 millions** de dollars en financement accéléré à la Banque africaine de développement à titre d'administratrice du Fonds forestier du bassin du Congo pour aider les collectivités locales des zones forestières à s'assurer d'avoir des moyens de subsistance durables et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et, par conséquent, à atténuer la pauvreté tout en maximisant le stockage du carbone.
- En tant que facilitateur actuel du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) (2010-2012), le Canada fournira également **2 millions** de dollars en financement

accéléra au PFBC au cours de la deuxième et de la troisième année de la période de versement accélérée. Une importante partie de ces fonds permettra aux acteurs de la société civile, aux populations autochtones et aux universitaires de renforcer leur appropriation des enjeux associés aux changements climatiques et de participer davantage aux débats

En **dehors du financement accéléré**, le Canada appuie les activités supplémentaires suivantes dans le bassin du Congo:

- Une contribution de **1 million** de dollars pour la facilitation du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo pour la période Sept 2010 - Décembre 2012. Le Canada est l'animateur actuel, mais sortant, du partenariat.
- Une **contribution en nature** de la part du Canada par l'équipe de la facilitation du PFBC qui a joué un rôle clé dans le rapprochement des donateurs et des pays d'Afrique centrale dans les négociations qui ont conduit à l'élaboration et à la signature de la Déclaration d'intention Conjointe sur la REDD + dans le Bassin du Congo.
- Une contribution de **4,8 millions** de dollars pour appuyer la formation en gestion des ressources naturelles dans le Bassin du Congo. Ce projet vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques des établissements de formation (foresterie) dans trois pays d'Afrique centrale, le Cameroun, la République démocratique du Congo et au Gabon, afin qu'ils puissent devenir centres d'excellence en gestion durable des ressources naturelles pour l'ensemble de la région.
- Une contribution de **15 millions** de dollars à l'Initiative des forêts modèles en Afrique. L'IFMA soutient les processus de dialogue constructif en matière de gestion des ressources naturelles et de l'utilisation des terres entre le gouvernement et les acteurs de la société civile. Il soutient le développement des forêts modèles dans le bassin du Congo et l'Afrique du Nord. Le programme vise à améliorer la conservation et la gestion durable des ressources forestières en Afrique francophone (bassin du Congo et l'Afrique du Nord) grâce à l'application de forêts modèles, une approche efficace pour la gestion durable des forêts qui a été développé au Canada.

Avant de terminer, connaissant l'appétit bien justifié des participants pour les financements REDD+, je peux déjà prévoir qu'il y aura des questions qui seront soulevées. Je m'inspirerai de la sagesse teinté d'humour de notre collègue de la FAO pour vous dire que je ne suis pas le rédacteur de cette note mais le présentateur. Je m'engage cependant à m'enquérir auprès des personnes habilitées des réponses aux questions qui me seront adressées et à vous les faire suivre.

Je vous remercie

Prononcé à N'Djamena, Tchad le 18 septembre 2012

Guy Mercier

Conseiller regional

Ambassade du Canada

Kinshasa